



UQAM



CHAIRE **RAOUL-DANDURAND**
EN ÉTUDES STRATÉGIQUES ET DIPLOMATIQUES
Centre FrancoPaix

Vol. 10, n° 7-8

SEPT-OCT 2025



Comprendre les élections camerounaises : jeunesse et diaspora face au système Biya

Paul Biya et la fabrique d'un pouvoir sans fin

Chétima Melchisedek

PAGE 3

« Attendez votre tour » : la jeunesse camerounaise à la veille de l'élection présidentielle du 12 octobre 2025

Roger Nicolas Oyono

PAGE 5

Diaspora camerounaise et élection présidentielle de 2025 : entre contraintes structurelles et mobilisation politique

Younouss Mohamed

PAGE 6

Nouvelles et annonces

PAGE 8



Comprendre les élections camerounaises : jeunesse et diaspora face au système Biya

Dossier dirigé par Nicolas Klingelschmitt



Chétima Melchisedek

Professeur au Département d'histoire de l'Université du Québec à Montréal



Roger Nicolas Oyono

Doctorant, Sciences Po Bordeaux, Chercheur au Laboratoire des Afriques dans le Monde (LAM)



Younouss Mohamed

Candidat au doctorat en science politique, Université du Québec à Montréal, Chercheur au Groupe Interuniversitaire d'Études et de Recherches sur les Sociétés Africaines (GIERSA)



RÉSUMÉ EXÉCUTIF

Le 12 octobre 2025, environ huit millions de Camerounais en âge de voter sont appelés aux urnes pour élire leur président de la République lors d'un scrutin uninominal majoritaire à un tour. Si onze candidats s'opposent au président sortant Paul Biya, plusieurs sont proches du camp présidentiel et celui-ci demeure le grand favori après 43 années consécutives au pouvoir. **Les candidatures des principaux opposants, tels que Maurice Kamto, ont été rejetées du scrutin par la commission électorale camerounaise** cet été, ouvrant une voie quasi certaine à un septennat supplémentaire pour Paul Biya, 92 ans.

Comment Paul Biya est-il parvenu à s'installer si durablement au pouvoir ?

Dans un pays de près de 30 millions d'habitants où la moyenne d'âge avoisine les 18 ans, **quelle place la « gérontocratie » camerounaise laisse-t-elle à la jeunesse ?**

Quel rôle peut jouer la diaspora camerounaise alors que Yaoundé prévoit la déchéance de nationalité pour tout ressortissant obtenant un passeport d'un autre pays ?

Dans ce format « Bulletin de vote » consacré aux élections camerounaises, le Centre FrancoPaix a réuni les points de vue de trois experts pour répondre à ces questions et éclairer sur les grands enjeux du scrutin.



Paul Biya et la fabrique d'un pouvoir sans fin

Chétima Melchisedek

Depuis plus de quatre décennies, Paul Biya règne sur le Cameroun. À l'approche de ses 93 ans, il est le plus vieux président en poste au monde, et détient l'un des records mondiaux de longévité politique. Héritier d'une tradition autoritaire issue de la colonisation française et consolidée par son prédécesseur Ahmadou Ahidjo, Biya a patiemment transformé le pouvoir en un instrument de survie politique, où l'appropriation prédatrice des ressources publiques, combinée à une répression calculée, assure la reproduction du régime.

Depuis plus de quatre décennies, Paul Biya règne sur le Cameroun. À l'approche de ses 93 ans, il est le plus vieux président en poste au monde, et détient l'un des records mondiaux de longévité politique. Héritier d'une tradition autoritaire issue de la colonisation française et consolidée par son prédécesseur Ahmadou Ahidjo, Biya a patiemment transformé le pouvoir en un instrument de survie politique, où l'appropriation prédatrice des ressources publiques, combinée à une répression calculée, assure la reproduction du régime.

Pourtant, à sa succession à Ahidjo en 1982, le nouveau président promet rigueur et moralisation de la vie publique, laissant entrevoir la fin du modèle autoritaire et l'avènement d'un État plus transparent. Cette perspective s'éteint rapidement avec la tentative de coup d'État de 1984¹, qui lui fournit le prétexte pour renforcer l'appareil sécuritaire et consolider la centralisation héritée de son prédécesseur. Biya comprend alors que sa survie politique dépend moins des réformes que du contrôle des réseaux d'influence. Des purges méthodiques²

éliminent les fidèles d'Ahidjo, tandis que l'administration devient un instrument de clientélisme³ où la loyauté personnelle prime sur la compétence. Même les programmes économiques, sous le prétexte de rigueur, sont réorientés pour consolider son pouvoir, marquant la continuité d'un autoritarisme personnalisé malgré les promesses initiales de renouveau.

Les années de braise et la « politique du ventre »

L'introduction du multipartisme en 1990 résulte autant de la pression populaire que de celle des bailleurs internationaux, mais elle ne remet pas en cause la structure du pouvoir. Cette ouverture est rapidement utilisée comme instrument de légitimation internationale et comme outil de diversion interne. Malgré l'existence d'une société civile et politique capable de pression réelle, illustrée par les grèves, les villes mortes⁴ et l'influence grandissante du Front social démocrate (FSD) de John Fru Ndi, le régime parvient à retourner cette dynamique à son avantage. La prolifération de près de 300 partis, souvent financés ou encadrés par l'État, donne l'illusion d'un pluralisme tout en empêchant la formation d'un front commun d'opposition.

Comme l'a si bien analysé Luc Sindjoun⁵, l'État camerounais a développé une telle capacité systématique à affaiblir et à contrôler la société civile que même les syndicats, les associations et les institutions religieuses ont été infiltrés, cooptés, ou encore maintenus dans des divisions soigneusement entretenues, neutralisant ainsi leur potentiel de contestation. La captation des ressources publiques, décrite par Jean-François Bayart comme la « politique

du ventre »⁶, est mise à contribution pour construire des réseaux de dépendance où la loyauté personnelle envers le président devient le critère principal de promotion. Dans ce système, des figures ayant critiqué Biya, telles qu'Issa Tchiroma Bakary ou récemment Jean de Dieu Momo, sont ultérieurement intégrées aux structures étatiques, transformant l'opposition en un espace d'exposition permettant d'être remarqué et absorbé dans les circuits du pouvoir.



« L'introduction du multipartisme en 1990 résulte autant de la pression populaire que de celle des bailleurs internationaux, mais elle ne remet pas en cause la structure du pouvoir. »

Cette logique d'absorption ne se limite pas aux acteurs politiques ; elle touche également le monde intellectuel et les élites critiques. Mathias Owona Nguini, longtemps reconnu pour ses analyses sévères du régime, concentre aujourd'hui ses attaques sur l'opposition, notamment sur des figures radicales comme Maurice Kamto. D'autres chercheurs de renom, tels que Luc Sindjoun, ont intégré le cercle présidentiel comme conseillers spéciaux, démontrant comment la critique peut être neutralisée tout en étant réinvestie au service du pouvoir. En captant aussi bien ses adversaires que ses détracteurs les plus virulents, le régime a progressivement affaibli la société civile et décrédibilisé l'opposition, nourrissant dans l'opinion publique l'idée que toute critique relève d'un calcul personnel plutôt que d'un véritable engagement collectif.

¹ Le Monde, « [Trente-cinq responsables de la tentative de Coup d'État auraient été exécutés](#) », 5 mai 1984.

² Season Media, « [Cameroun : 41 ans après le putsch manqué](#) », 7 avril 2025.

³ Bayart, Jean-François, « [L'état clientéliste transcendé](#) », dans *L'État au Cameroun*, 1985, 648p.

⁴ Ndoumbé, Dorothée, « [Presse et villes mortes au Cameroun](#) », Présence Francophone - Revue internationale de langue et de littérature, Vol 98, n°1, 2022.

⁵ Sindjoun, Luc, « [Le champ social camerounais : désordre inventif, mythes simplificateurs et stabilité hégémonique de l'État](#) », *Politique Africaine*, n°62, 1996.

⁶ Bastien, François, « [Bayart \(Jean-François\). L'État en Afrique. La politique du ventre, Paris, Fayard, \(«L'espace du politique»\), 1989 \[note critique\]](#) », *Politix, Revue sociale des sciences du politique*, n°9, 1990.

La contestation transformée en spectacle

Depuis les années 2000, les télévisions privées et les débats radiophoniques canalisent la contestation dans un espace médiatique étroitement surveillé. Opposants, intellectuels et journalistes s'y affrontent, donnant l'illusion d'un pluralisme vivant. Ces émissions, suivies par de nombreux téléspectateurs, offrent davantage un spectacle qu'une réelle capacité d'action politique. La rue, jadis lieu central de mobilisation, a cédé la place à l'écran, et la société civile, happée par ces débats, participe ainsi à sa propre neutralisation. À travers ces échanges télévisés, le pouvoir a su transformer la critique en performance culturelle, inversant le sérieux de la menace. En ouvrant des espaces de parole contrôlés et en cooptant ses détracteurs les plus virulents, Biya a construit une situation paradoxale où l'opposition est omniprésente, mais impuissante⁷.

”

« La trajectoire de Kamto montre combien l'opposition camerounaise est à la fois limitée par le système et porteuse d'un potentiel réel de transformation. Toutefois, pour sortir de la logique du spectacle entretenue par le régime, il ne suffit pas d'occuper l'espace médiatique. »

Dans ce contexte, la critique politique se transforme en performance culturelle : la « démocratie » apparaît active, mais la capacité d'influer sur le pouvoir réel reste limitée. L'opposition autant que les

⁷ Kiwuwa, David, « [Paul Biya at 92: will defections weaken his grip on absolute power in Cameroon?](#) », *The Conversation*, 17 septembre 2025.

intellectuels se concentrent sur la répétition de discours dans les médias, qui entretiennent l'illusion d'un pluralisme tout en confortant le statu quo. Cette « démocratie de spectacle » fonctionne comme un mécanisme paradoxal, car plus la critique est visible et médiatisée, plus elle est neutralisée, et plus le régime assure sa longévité. La performance oratoire remplace l'action politique concrète, créant une perception de vitalité démocratique sans que les structures du pouvoir ne soient réellement contestées.

Maurice Kamto et la ligne rouge du système

La trajectoire de Maurice Kamto révèle toutefois les limites de ce dispositif. Juriste de renom, ancien ministre et intellectuel respecté, il incarne une opposition profondément ancrée dans une véritable volonté de changement. Son discours trouve un écho inédit auprès des classes moyennes et de la jeunesse urbaine, au point que son Mouvement pour la Renaissance du Cameroun (MRC) s'est imposé depuis les élections de 2018 comme la première alternative crédible depuis 1992. Face à Kamto, la mécanique de cooptation échoue. Le pouvoir déploie alors sa machine répressive⁸ avec des arrestations et poursuites devant la justice militaire visant à le délégitimer, tantôt comme tribaliste, tantôt comme agent de puissances étrangères. Les institutions électorales – Elecram et le Conseil constitutionnel – ont été mobilisées pour verrouiller le processus et écarter systématiquement ses recours. À l'approche du scrutin de 2025, les manœuvres l'ont déjà empêché de se présenter, confirmant la règle fondamentale du Biyaïsme : tant que l'opposition alimente le spectacle, elle est tolérée ; dès qu'elle menace de se constituer en force collective, elle est immédiatement neutralisée.

La trajectoire de Kamto montre combien l'opposition camerounaise est à la fois limitée par le système et porteuse d'un potentiel

⁸ Moussaoui Rosa, « [Achille Mbembe : Paul Biya ne tient que par la violence et les prébendes](#) », *Le Monde*, 3 octobre 2018.

réel de transformation. Toutefois, pour sortir de la logique du spectacle entretenue par le régime, il ne suffit pas d'occuper l'espace médiatique. La répétition de discours anti-Biya, aussi virulents soient-ils, ne fait que nourrir l'illusion d'un pluralisme sans effet réel. Il est donc nécessaire de dépasser cette simple rhétorique pour traduire la visibilité acquise en actions concrètes et structurantes. Cela passe par la construction d'un mouvement social multiethnique, multiclasse et multiconfessionnel, capable de rassembler autour d'objectifs communs, de mobiliser la société et d'agir sur les institutions locales. Au-delà des paroles, la fédéralisation et la régionalisation des pouvoirs⁹, la réforme des institutions héritées de la colonisation et la reconnaissance des luttes anticoloniales¹⁰ doivent devenir de véritables leviers pour réinventer les règles du jeu politique. En reliant visibilité publique et initiatives concrètes, ces mesures offriraient une voie de sortie au cycle de la « démocratie spectacle » et poseraient les bases d'une opposition capable de transformer durablement le Cameroun.



⁹ Mbembe, Achille, « [Au Cameroun, le changement ne viendra pas des urnes](#) », *Jeune Afrique*, 27 octobre 2018.

¹⁰ Juompan-Yakam, Clarrise, Soudan, François, « [Achille Mbembe : « La mémoire des luttes anticoloniales réveille des questions dérangeantes »](#) », *Jeune Afrique*, 29 août 2020.



« Attendez votre tour » : la jeunesse camerounaise à la veille de l'élection présidentielle du 12 octobre 2025

Roger Nicolas Oyono

Comment, dans un pays où la « jeunesse » a constamment représenté la majorité démographique, celle-ci peut-elle, malgré plusieurs générations successives, continuer à être marginalisée par des dirigeants installés au pouvoir depuis plusieurs décennies ? Cette question met en évidence un paradoxe : bien qu'elle représente actuellement plus de 60 % de la population, avec une moyenne d'âge inférieure à 25 ans¹, la jeunesse camerounaise continue d'exercer une influence limitée sur les décisions nationales.

Pourtant, l'histoire politique du Cameroun montre qu'il n'en a pas toujours été ainsi. Ahmadou Ahidjo devient député à l'âge de 23 ans, premier ministre à 34 ans et premier président de la République du Cameroun à 36 ans. Paul Biya, son successeur, a lui aussi gravi rapidement les échelons : chargé de mission à 29 ans, directeur de cabinet à 32 ans, directeur de cabinet civil de la présidence à 34 ans, secrétaire général de la présidence de la République à 35 ans, premier ministre à 42 ans puis chef de l'État à 49 ans. Ces parcours traduisent en partie un moment de l'histoire du pays où la jeunesse incarnait l'avenir d'un État en construction et se voyait confier des postes clés, notamment pour remplacer progressivement les cadres coloniaux. Mais la donne a rapidement changé avec la mise en place d'un système de conservation du pouvoir qui a permis aux mêmes acteurs, « jeunes » d'hier, de se maintenir en place et de donner naissance à ce que certains chercheurs ont qualifié de « gouvernement perpétuel ».

Dès lors, comment comprendre que l'État postcolonial, qui avait initialement mobilisé les jeunes comme vecteur de légitimation et de construction nationale, ait progressivement évolué vers une configuration gérontocratique ? Comment expliquer une telle inversion historique et politique ? Mes observations suggèrent que, malgré la succession des générations, le système politique camerounais s'est structuré autour d'une double fracture durable. D'un côté, une jeunesse numériquement majoritaire et socialement dynamique se trouve cantonnée à la marge par une élite vieillissante qui concentre les ressources symboliques, politiques et économiques. D'un autre côté, cette jeunesse est elle-même traversée par de fortes inégalités : certains, grâce à des réseaux familiaux ou clientélistes, réussissent à s'insérer dans l'appareil étatique, tandis que la majorité reste exclue, marginalisée, voire résignée. La distinction souvent utilisée en sciences sociales entre « jeunes du pouvoir » et « jeunes marginalisés » permet de comprendre une partie de ces dynamiques, mais elle demeure insuffisante pour rendre compte de la complexité des mécanismes de reproduction et de légitimation qui structurent le système politique camerounais.

En effet, réduire la scène politique camerounaise à une simple opposition entre « jeunes de la rue », résistants au pouvoir, et « élite gérontocratique », comme le font souvent les médias, masque l'interdépendance entre ces deux sphères au Cameroun. L'inclusion des jeunes ne garantit pas toujours un accès réel aux leviers de décision. Les institutions, rigides et hiérarchisées, leur attribuent certes des fonctions, mais celles-ci s'avèrent souvent secondaires, sans véritable autonomie.

Les organisations de jeunesse (OJRDP) et de femmes (OFRDP) au sein du RDP, parti au pouvoir depuis 1985, illustrent bien cette logique : reconnues officiellement, elles demeurent subalternes dans la hiérarchie du parti. Les récentes circulaires sur le déploiement de la campagne électorale de ce parti le confirment : la majorité des jeunes sont nommés rapporteurs, chargés de

mission ou vice-présidents de commissions, mais les postes de présidents, synonymes d'influence réelle, leur échappent encore. Le message adressé à la jeunesse reste alors clair : « attendez votre tour ».

Ce « tour » perpétuellement différé nourrit la frustration d'une génération pourtant majoritaire. Il perpétue sa marginalisation, bloque ses ambitions et renforce la longévité des dirigeants actuels. À l'approche de l'élection présidentielle de 2025, les jeunes Camerounais sont confrontés à un défi majeur : transformer, malgré leur hétérogénéité, leur poids démographique en une véritable force politique, alors même que le système demeure verrouillé.

Face à cette situation, trois grandes attitudes s'observent. Certains jeunes choisissent la loyauté, parfois ostentatoire, en affichant leur soutien public au régime ou en y contribuant financièrement. En témoigne le don de 40 millions de francs CFA (Afrique centrale)², soit 88 000 dollars canadiens, le 14 juillet 2025, fait par des jeunes pour la candidature de Paul Biya. Dans un contexte de chômage massif et de précarité, un tel geste interroge : il illustre moins une générosité spontanée qu'une tentative de certains cadres du parti dominant de s'approprier la « cause des jeunes ». D'autres, confrontés à l'exclusion de leur candidat Maurice Kamto, n'ont plus d'autres moyens que les réseaux sociaux et la prise d'assaut de certaines ambassades pour manifester leur mécontentement. Enfin, une fraction de la jeunesse se tourne vers d'autres alternatives, en soutenant des figures émergentes comme Cabral Libii, Serges Espoir Matomba, Ateki Caxton ou Hiram Lyod, tous ayant moins de 46 ans.

Ces dynamiques montrent que la jeunesse camerounaise n'est ni homogène ni uniformément marginalisée. Fragmentée, elle oscille entre inclusion formelle et exclusion réelle, entre loyauté calculée et contestation ouverte. Alors, jusqu'à quand ces générations, majoritaires et plurielles, accepteront-elles d'« attendre leur tour » face à un président âgé de 93 ans ?

² Atangana, P. C. (2025, 16 juillet). *Présidentielle 2025/Cameroun : des jeunes offrent 40 millions FCFA à Paul Biya pour sa candidature*. Écomatin.

¹ Worldometer. (s.d.). *Cameroon Population*.

Diaspora camerounaise et élection présidentielle de 2025 : entre contraintes structurelles et mobilisation politique

Younouss Mohamed

Le 12 octobre 2025, les Camerounais se rendront aux urnes dans un climat politique tendu, marqué par la longévité du président sortant Paul Biya. Du côté de l'opposition, le rejet de la candidature de Maurice Kamto, considéré par plusieurs comme son principal rival, est perçu comme arbitraire par ses partisans. Cette décision du Conseil constitutionnel a ravivé les doutes sur la crédibilité du processus électoral et accentué les fractures au sein de la diaspora.



« Malgré des contraintes structurelles, la diaspora s'affirme comme un acteur politique visible, en particulier depuis la présidentielle de 2018. »

Estimée à environ 1,4 million de personnes dans le monde¹, cette dernière se concentre principalement en Europe, plus particulièrement en France où l'on recensait 95 053 immigrés provenant du Cameroun en

2021². D'autres pays comme l'Allemagne, la Belgique, le Royaume-Uni, l'Italie et l'Espagne accueillent également des effectifs notables, tout comme l'Amérique du Nord. On compte près de 89 000 Camerounais aux États-Unis³, tandis qu'au Canada, les données provinciales indiquent qu'ils étaient 21 186 immigrants⁴ au Québec en 2024⁵.

Contraintes structurelles

Bien qu'elle dispose en théorie d'un droit de participation à la vie politique nationale, l'influence électorale de la diaspora camerounaise demeure en réalité limitée par un ensemble de contraintes structurelles. Depuis la révision du Code électoral de 2011, les Camerounais établis à l'étranger ne peuvent voter qu'aux scrutins présidentiels et référendaires; ils sont exclus des élections législatives et municipales⁶. Cette restriction réduit la portée de leur vote, sans véritable incidence sur la représentation parlementaire ou la gestion locale.

Dans la pratique, l'exercice de ce droit est entravé par des obstacles logistiques : inscription et vote limités aux ambassades et aux consulats, ainsi que des déplacements coûteux pour les ressortissants éloignés⁷. À cela s'ajoute l'interdiction de la double nationalité : tout Camerounais naturalisé à l'étranger perd sa citoyenneté d'origine, ce qui exclut de facto une partie importante de la diaspora. L'élection présidentielle de 2018 illustre ces limites. Sur les 19 420

électeurs inscrits à l'étranger, seuls 9 137 ont voté, soit un taux de participation de 48,1 %. La diaspora représentait ainsi à peine 0,3 % du corps électoral. Les résultats du vote diasporique – victoire de Paul Biya (environ 50 %), devant Maurice Kamto (31 %) – traduisent à la fois sa dispersion géographique et ce qui semble être une faible capacité d'influence sur le résultat final⁸. Ce contraste apparaît plus nettement lorsqu'on compare ces résultats à ceux enregistrés au niveau national : Paul Biya y recueillait environ 71 % des suffrages contre seulement 14 % pour Maurice Kamto. Ce décalage de près de vingt points de pourcentage met en lumière la particularité du vote diasporique, qui redistribue partiellement les rapports de force politiques.

La mobilisation d'un répertoire politique élargi

Malgré des contraintes structurelles, la diaspora s'affirme comme un acteur politique visible, en particulier depuis la présidentielle de 2018. Elle organise régulièrement des manifestations devant les ambassades, notamment à Paris et à Bruxelles, pour dénoncer le régime et soutenir certaines figures de l'opposition comme Maurice Kamto⁹. Cet activisme se prolonge sur les réseaux sociaux, tels que Facebook, X et WhatsApp, qui sont devenus des forums politiques transnationaux¹⁰, permettant de contourner les médias d'État et d'amplifier la voix de l'opposition sur la scène internationale.

La diaspora ne se limite pas à un rôle contestataire. Malgré l'opacité qui entoure la vie politique, plusieurs indices confirment une contribution réelle, notamment du financement en faveur des partis politiques. À l'approche de la présidentielle de 2025, le

¹ Nations unies, Département des affaires économiques et sociales. (2024). *International migrant stock 2024*. Données reprises par SIHMA - Scalabrini Institute for Human Mobility in Africa.

² INSEE. (2024, 27 juin). *Étrangers-Immigrés en 2021 : Recensement de la population*. France métropolitaine.

³ Sahan Journal. (2024, 5 juin). *Cameroonian immigrants to Minnesota more than double*.

⁴ Institut de la statistique du Québec. (2025, 8 mai). *Immigrants selon le pays de naissance, Québec, 2019-2024*.

⁵ Il convient de souligner que ces statistiques reposent sur des définitions variables. Certaines se basent sur le pays de naissance, d'autres sur la nationalité. De ce fait, elles peuvent sous-estimer la deuxième génération, particulièrement visible en Europe.

⁶ Yanou, M. T. (2019). « *Le champ politique camerounais « à l'étranger » au travers des rivalités entre partis politiques* ». *Revue internationale de politique comparée*, 26(2-3), p.83-84.

⁷ Nkuitchou Nkouatchet, R. (2021). « *Le Cameroun et le tabou de la marginalisation de sa diaspora* », *L'espace politique*, (43).

⁸ Elections Cameroon (ELECAM). (2019). *Rapport général sur le déroulement de l'élection présidentielle du 07 octobre 2018* (version revue et corrigée). Yaoundé: ELECAM, p. 24, 99-100.

⁹ Ntedondjeu, M. N., & Kameni Wendeu, A.-C. (2024). « *La mise en scène de la violence verbale dans les réseaux sociaux. Le cas des contentieux post-électorales de l'élection présidentielle d'octobre 2018 au Cameroun* », *Recherches en Langue et Littérature Françaises*, 17(32), p.80-82.

¹⁰ *Ibid.*, p. 83-84.

MRC a par exemple lancé une plateforme numérique de levée de fonds via la fondation Œuvres de la Renaissance, visant un budget d'environ six milliards de FCFA (environ 9,1 millions d'euros), dont une part substantielle proviendrait de l'étranger¹¹. Cette stratégie se heurte tout de même aux restrictions de la loi camerounaise de 1990 (loi n° 90/056 du 19 décembre 1990, art.10), qui entretient une ambiguïté sur la légalité des financements extérieurs¹². À

l'inverse, du côté du RDPC (Rassemblement Démocratique du Peuple Camerounais), le financement reste marqué par l'opacité. Des enquêtes journalistiques évoquent des circuits parallèles alimentés par des notables et des collectes locales, mais aucune donnée fiable n'atteste d'une contribution structurée de la diaspora.

Conclusion

L'exclusion de Maurice Kamto de la présidentielle de 2025 et la reconduction attendue de Paul Biya accentuent la fracture qui traverse la diaspora camerounaise. Entre partisans du régime, attachés à une certaine stabilité, et opposants qui dénoncent une confiscation du pouvoir, le clivage, alimenté par les réseaux sociaux,

s'exprime avec une certaine intensité. Cette polarisation pourrait s'accroître au fil de la campagne, avec le risque de voir émerger des mobilisations plus radicales, voire des tensions accrues devant les représentations diplomatiques. La diaspora se divise. D'un côté, il y a ceux qui nourrissent l'espoir d'un changement à travers l'élection du 12 octobre prochain. Cet espoir est porté par l'attente d'une possible coalition entre les principales figures de l'opposition telles que Bello Bouba Maïgari et Issa Tchiroma Bakary, éventuellement renforcée par le soutien de Maurice Kamto. De l'autre côté se trouvent ceux plus désabusés, convaincus que la victoire de Paul Biya est inéluctable, rendant le vote presque inutile.

¹¹ Ndangue, L. (2025, 30 mai). « [Présidentielle 2025 : Maurice Kamto lance une plateforme de collecte de fonds en diaspora](#) », *Actu Cameroun*.

¹² République du Cameroun. (1990). [Loi n° 90/056 du 19 décembre 1990 portant création des partis politiques](#). *Journal officiel de la République du Cameroun*, art. 10, p. 7.



NOUVELLES ET ANNONCES

→ Sarah-Myriam Martin-Brûlé

a coorganisé le colloque « Canada-Europe : entre convergence stratégique et contraintes systémiques », dans le cadre des Journées Transatlantiques du Cercle France-Amériques. Cet évènement, qui s'est tenu à Paris le lundi 29 septembre, a permis de réunir des expert-e-s, chercheur-e-s, praticien-ne-s, décideur-euse-s et diplomates autour du thème « Dynamiques d'influence et souveraineté repensées ».

[Pour voir quelques photos](#)

→ L'année des relations internationales 2025-2026

Dans l'ouvrage *L'année des relations internationales 2025-2026* qui vient de paraître aux Éditions Panthéon-Assas, Sonia Le Gouriellec codirige la rubrique régionale sur l'Afrique, à laquelle Nicolas Klingelschmitt a contribué avec l'article « L'Architecture de paix et de sécurité africaine : le dilemme des solutions africaines aux problèmes africains ».

→ Félix Kouamé Grodji

rejoint le Centre FrancoPaix à titre de membre associé. Chargé d'études sociologiques au Bureau national d'études techniques et de développement en Côte d'Ivoire, ses recherches doctorales portent sur les « imaginaires socio-religieux de réussite et construction de l'identité criminelle chez les adolescents et jeunes dits microbes à Abobo (Abidjan-Côte d'Ivoire) ».

→ Adib Bencherif

s'est vu décerner le prix « Pius Adesamni Early Career Research Excellence Award » lors du congrès 2025 de l'Association canadienne d'études africaines. Ce prix récompense un jeune docteur pour sa contribution à la recherche africaniste au cours des six premières années suivant l'obtention de son doctorat.

Par ailleurs, *La Conversation* a fait appel à son expertise dans un entretien intitulé « Niger : comment les Touaregs ont trouvé le chemin du dialogue avec l'État ».



→ Bulletin FrancoPaix - Appel à contributions

Dans un espace francophone en constante mutation, où les enjeux locaux et régionaux de la sécurité, du développement et de la démocratie, souvent protéiformes, se mêlent aux jeux d'influence géopolitiques mondiaux et aux dynamiques transnationales, il est essentiel de saisir l'ensemble des aspects grâce à des analyses expertes et rigoureuses.

Depuis 2016, le Bulletin FrancoPaix a pour objectifs de valoriser, vulgariser et diffuser la recherche produite en français dans le domaine des études sur la paix et sur les conflits. Il s'adresse à un public informé, universitaire, praticien et professionnel. Il est distribué dans les réseaux universitaires et professionnels (onusiens, ONG et autres) et rejoint, également, près de 10,000 abonnés à l'infolettre de la Chaire Raoul-Dandurand. Chaque mois, nous publions des analyses décryptant les défis à la paix, à la démocratie, au développement et à la sécurité dans l'espace francophone, les causes et les conséquences des conflits ou interventions en cours, toujours dans une perspective transdisciplinaire et critique. Nous ouvrons également nos colonnes aux enjeux portant sur les espaces africains non francophones.

Si vous êtes chercheur.e, expert.e ou praticien.ne et désirez contribuer à notre mission et à nos débats, soumettez-nous votre proposition ! Si celle-ci est acceptée, notre comité éditorial vous accompagnera dans l'écriture, l'évaluation, les révisions et la publication de votre article (de 1500 à 2500 mots). De courts décryptages (800 à 1200 mots) sur un sujet d'actualité sont également les bienvenus. Votre contribution sera publiée dans notre bulletin mensuel et partagée sur nos réseaux sociaux. Un appui financier est possible (mais jamais garanti) pour les jeunes chercheur.e.s une fois le texte publié et seulement si les fonds sont disponibles.

Pour nous soumettre une proposition de contribution :

- Nom des auteur.e.s
- Affiliation institutionnelle et titre
- Adresse courriel
- Titre de la contribution
- Résumé (200 mots)

À envoyer à l'adresse : francopaix@protonmail.com

ÉQUIPE ÉDITORIALE

RÉDACTEUR EN CHEF

Bruno Charbonneau

Directeur du Centre FrancoPaix

Professeur titulaire, Collège militaire royal de Saint-Jean

RÉDACTEUR ADJOINT ET COORDONNATEUR

Nicolas Klingelschmitt

Chercheur, Université du Québec à Montréal

RÉVISION

Daphné St-Louis Ventura

MEMBRES DU COMITÉ DE RÉDACTION

Adib Bencherif

Professeur adjoint, Université de Sherbrooke

Nadège Compaoré

Professeure adjointe, Université de Toronto

Marie-Eve Desrosiers

Professeure agrégée, Université d'Ottawa

Cédric Jourde

Professeur agrégé, Université d'Ottawa

Sarah-Myriam Martin-Brûlé

Professeure titulaire, Université Bishop's

Mulry Mondélice

Professeur agrégé, Collège militaire royal de Saint-Jean

Tatiana Smirnova

PhD, postdoctorante, CIDIS de l'Université de Sherbrooke

Le Centre FrancoPaix en résolution des conflits et missions de paix a pour mission de valoriser la recherche scientifique, la formation universitaire et le développement des études dans le domaine de la résolution des conflits et des missions de paix dans la francophonie.

CHAIRE RAOUL-DANDURAND | UQAM

C.P. 8888, Succ. Centre-Ville Montréal (Québec) Canada H3C 3P8

Tel. (514) 987-6781 | chaire.strat@uqam.ca | dandurand.uqam.ca

Retrouvez-nous sur Twitter : @CFrancoPaix et @RDandurand

PARTENAIRE

